

1969-1978 : DE TIHANGE À ANDENNE

L'émergence des antinucléaires en Belgique francophone

→ ADRIEN MOONS¹

a terminé son Master en Histoire à finalité
Archives et Documents à l'Université
Libre de Bruxelles en 2012.

En 1969, les ingénieurs belges entament la construction des deux premières centrales nucléaires du pays : l'une en Flandre, à Doel, l'autre en Wallonie, à Tihange. Le nucléaire est alors présenté comme l'énergie de l'avenir et ces travaux ne suscitent aucune controverse ni aucune animosité. Neuf ans plus tard, le 1er octobre 1978, une consultation populaire à Andenne, concernant la possible construction d'une centrale sur le territoire de la ville, voit le triomphe des opposants au projet. Les promoteurs du nucléaire sont ébranlés ; le développement de l'énergie en Belgique se voit brutalement freiné. Comment, en une décennie, le nucléaire s'est-il vu diabolisé au sein de la population belge et qui sont les acteurs de cette première « ère antinucléaire » dans la partie francophone du pays ?

La Belgique, comme l'ensemble des pays occidentaux, entretient depuis toujours un rapport ambigu avec l'énergie nucléaire. Si le nucléaire militaire a suscité les plus vives craintes dès 1945, la contes-

¹ Il est l'auteur d'un mémoire intitulé : « 1969-1978 : de Tihange à Andenne, la perception de l'énergie nucléaire en Belgique francophone et l'émergence des premiers groupes antinucléaires »

tation pacifiste a été rapidement relayée à travers toute la planète². Le nucléaire dit « civil » a quant à lui longtemps été présenté comme la solution idéale aux problèmes énergétiques rencontrés par la Belgique. Propre, sûr, économique, capable d'assurer l'indépendance énergétique du pays ; tels sont les arguments martelés par le lobby pro-nucléaire directement après la guerre. Plusieurs institutions de recherche voient le jour durant les années cinquante et à Mol, le développement de premiers réacteurs nucléaires se déploie avec succès, favorisant l'idée d'une collaboration franco-belge pour la construction de centrales nucléaires au milieu des années soixante. Ce projet aboutit en 1967 à la mise en activité de la centrale de Chooz, village français proche de la frontière belge. La centrale, cogérée par les deux pays, est alors une des plus puissantes au monde...

Très vite, le succès de cette entreprise favorise le développement de deux projets de centrales nucléaires en Belgique, à Doel et à Tihange³. Les chantiers débutent en 1969 et s'achèvent en 1974-1975. Au milieu des années septante, le nucléaire est plus que jamais présenté comme l'énergie du futur, en Belgique comme partout en Europe. De plus, le choc pétrolier de 1973 a considérablement solidifié l'argument de l'indépendance énergétique ; il faut être paré à toute éventualité et trouver une véritable alternative au pétrole. Le nucléaire est partout : dans les universités, dans les médias, dans les boîtes aux lettres de tous les citoyens. Les « campagnes d'information » menées par les promoteurs de l'énergie nucléaire (essentiellement, le groupe Electrobel (sic), par l'entremise de sa filiale Intercom, gestionnaire des centrales nucléaires belges) sont constantes et ne rencontrent que peu d'opposition dans un premier temps⁴.

2 A ce titre, il convient de citer l'impressionnant travail en trois volumes de l'historien américain LAWRENCE S. WITNER, analysant l'histoire du mouvement pacifiste sur toute la planète depuis les années 1940 à nos jours : WITNER L. S., *The Struggle against the Bomb*, Stanford, Stanford University Press, 1993-2003.

3 Un troisième site en bordure de mer, à Zeebruges, avait été initialement retenu, mais le projet n'a jamais abouti. VAN DEN NOORTGATE G., *La Belgique nucléaire*, Bruxelles, Luc Pire, 1996, p. 96.

4 Durant toutes les années septante, les responsables d'Intercom se montreront très présents dans les médias, utilisant notamment la publicité pour produits électroménagers afin de valoriser les bienfaits de l'énergie nucléaire.

Le nucléaire civil sans opposition

Pourquoi la construction de la centrale de Tihange fait-elle si peu l'événement et ne suscite-t-elle aucune contestation en 1969 ? L'énergie nucléaire bénéficie alors d'un contexte favorable. La croyance dans le progrès et dans les nouvelles technologies demeure toujours très forte à la fin des golden sixties. Le nucléaire est perçu par certains comme l'élément qui donnera une nouvelle impulsion économique à des secteurs en difficulté en Belgique. Mais surtout, le débat sur cette énergie est extrêmement restreint. Paul Lannoye, physicien, pionnier de la lutte antinucléaire belge, fondateur d'Ecolo et parlementaire européen de 1989 à 2004, parle d'une situation de « non-information, de non-débat »⁵. Le nucléaire est imposé, sans véritable travail de réflexion, et les pro-nucléaires enterrent toute velléité contraire à leur projet grâce à d'enthousiasmantes promesses de développement économique faites aux habitants de Tihange et de la région hutoise toute entière⁶.

De plus, à la fin des années soixante, le mouvement écologiste et par extension antinucléaire n'est que balbutiant en Europe et aux Etats-Unis. Le mouvement « Friends of the Earth » - Les Amis de la Terre ne naît qu'en 1969 et Greenpeace en 1971⁷. La prise de conscience écologique est rare dans l'esprit de la population. L'après-mai 68, les idéaux nés de cette époque et l'émergence d'une nouvelle génération de personnalités de gauche engagées dans des milieux très divers vont néanmoins provoquer un premier déclic. En Belgique, au tout début des années septante, la réflexion critique envers le nucléaire n'est cependant réalisée que par quelques scientifiques et divers groupes marginaux. Essentiellement, l'A.P.R.I. (Association

5 Entretien avec Paul Lannoye. Namur, Maison de l'Ecologie, 17 avril 2012.

6 L'association Inter-Environnement Wallonie dénoncera quelques années plus tard ces mensonges : « Le nucléaire – ce qu'ils ont dit en 1960 (allait sauver la région hutoise, allait faire baisser le prix du kw, non polluant) ; ce qu'il en est en 1977 (un désert économique, on va relever les tarifs, de plus en plus de cancers et des tas de questions sans réponse au sujet de notre santé) ». *Environnement*, bimestriel de Inter-Environnement Wallonie, n°2, 15 mars 1977, p. 18.

7 L'association Friends of the earth se développe néanmoins rapidement, avec des sections en Europe dès 1970. RÜDIG W., *Anti-nuclear movements : A world survey of opposition to nuclear energy*, Harlow, Longman Current Affairs, 1990, p. 303-304.

de Protection contre les Rayonnements Ionisants) qui poursuit un objectif d'information scientifique avant tout et Survie Belgique, mouvement social alternatif fondé par un ex-militaire, Maurice André, luttant contre toute forme d'atteinte à l'environnement (ce mouvement deviendra politique par après, mais demeurera toujours très confidentiel en-dehors de son combat face au nucléaire).

Figures de proue du mouvement antinucléaire : Démocratie Nouvelle et Les Amis de la Terre

La lutte antinucléaire en Belgique francophone prend son véritable envol en deux temps. D'abord, en 1973, grâce à la création entre autres par Paul Lannoye à Namur du mouvement Démocratie Nouvelle (1973-1976). Ancien membre du Rassemblement Wallon, Paul Lannoye développe son propre mouvement dans un but politique ; il vise « la construction d'une nouvelle Wallonie dans une Europe fédérale », proposant aux citoyens une « troisième voie », autre que le libéralisme ou l'étatisme⁸. Une nouvelle donne politique donc, qui préfigure déjà d'une certaine manière le futur parti Ecolo (qui ne sera fondé que sept ans plus tard). Dès le départ, Paul Lannoye et ses collaborateurs s'en prennent aux promoteurs de l'énergie nucléaire. Ce combat demeurera l'un des plus importants du Mouvement tout au long de son existence. La contestation antinucléaire est alors dans l'air du temps et se fait de plus en plus vive en Europe ; en 1974, aux élections présidentielles françaises, René Dumont se présente comme candidat écologiste, faisant ainsi entrer l'écologie en politique comme dans les médias les plus importants. En Belgique, les membres de Démocratie Nouvelle se présentent aux élections législatives de 1974 et aux élections communales de 1976. Le résultat est quelque peu anecdotique⁹, mais ces événements donnent néanmoins au mouve-

8 LANNOYE P., *Communisme ou capitalisme ? La fausse alternative*, in *Démocratie Nouvelle*, n°0, Juin-Juillet 1974, p. 2.

9 Aux élections de 1976, la liste à laquelle participe Démocratie Nouvelle, « Combat pour l'écologie et l'autogestion », recueille moins de 2% des voix et n'obtient donc aucun élu. *Elections communales 1976*, in *Le Soir*, 12 octobre 1976, p. 7.

ment écologiste et antinucléaire belge un début de structure solide qui lui permet d'être peu à peu pris au sérieux par la presse ainsi que par le monde politique.

Démocratie Nouvelle se fonde par la suite dans le nouveau mouvement des « Amis de la Terre Belgique », fondé en 1976. La fondation de la section belge de ce mouvement international est l'un des grands tournants de la lutte antinucléaire dans notre pays, notamment car elle concrétise tout l'apport du grand frère français, aussi bien au niveau des moyens structurels qu'au niveau idéologique. Jusqu'à alors, en dépit de quelques regroupements lors de manifestations, par exemple, le mouvement antinucléaire demeure particulièrement éclaté en Belgique francophone. Mais tous, de Démocratie Nouvelle à l'A.P.R.I. en passant par des jeunes militants de tous bords, ont le regard tourné vers la France, où la lutte antinucléaire prend de l'ampleur. Les publications de journaux militants tels que *La Gueule Ouverte* ou le bulletin des Amis de la Terre France font office de véritable source d'information sur le nucléaire et ses dangers pour les militants belges francophones.

Les Amis de la Terre Belgique regroupe des personnalités de tous les mouvements antinucléaires belges francophones existants, parmi lesquels Paul Lannoye, Jean Liénard (déjà membre de la section française), Georges Trussart (Démocratie Nouvelle), Michèle Beaujean (A.P.R.I.)... Une des caractéristiques les plus importantes du mouvement réside dans le fait qu'il est explicitement formé autour de l'objectif antinucléaire. Le premier grand combat des Amis de la Terre est celui de l'opposition à la construction d'une nouvelle centrale à Tihange. Le groupe se montre immédiatement très actif : il utilise les médias, organise des conférences de presse, en appelle à la justice pour dénoncer les manquements d'Intercom dans certains dossiers, organise des manifestations. Cependant, même si l'on peut clairement observer une avancée, le mouvement peine à mobiliser la population. Le 26 mars 1977 à Huy, une manifestation

appelée « Halte au nucléaire ! », organisée par les Amis de la Terre, Inter-Environnement Wallonie et divers groupes locaux, rassemble mille cinq cents personnes¹⁰. Un succès pour la Belgique mais une paille en comparaison des rassemblements français et allemands qui regroupent à la même époque des dizaines de milliers de personnes.

Psychose du nucléaire : le symbole d'Andenne

Néanmoins, il est un fait que la présence médiatique de la contestation antinucléaire, en Belgique ou ailleurs, soulève de nombreuses questions parmi la population. Parallèlement aux activités de ces mouvements, de plus en plus de scientifiques et journalistes remettent en question l'idéologie pro-nucléaire, mettant en lumière ses errances et ses faux-semblants. Les grands médias, tels que la R.T.B. ou des journaux comme *Le Soir* et *Le Peuple* entre autres, donnent une tribune aux arguments des antinucléaires. En réaction, Intercom intensifie sa présence médiatique par l'intermédiaire de Robert Van den Damme, son directeur, ingénieur civil et professeur à l'U.L.B. Bien que tous regrettent l'absence de véritable débat parlementaire sur le sujet, le débat médiatique, lui, est enclenché dès 1975, année où le gouvernement nomme une Commission d'Evaluation en Matière d'Energie Nucléaire, dite Commission des Sages, en réaction aux questions de plus en plus pressantes du monde scientifique¹¹.

Ce contexte général suscite donc peu à peu une réelle crainte vis-à-vis du nucléaire. Aussi, lorsqu'il devient clair au milieu des années septante qu'Intercom projette une vaste propagation des sites nucléaires en Belgique, la population ainsi que ses représentants politiques accueillent ce projet avec scepticisme. A Andenne, en 1969, le conseil communal avait signé une convention avec Intercom, octroyant des terrains à la société, qui n'avait jamais caché ses inten-

.....
¹⁰ Belgique : les silences de Huy, in *Pour*, n°148, du 30 mars au 5 avril 1977, p. 13.

¹¹ Une « commission des sages » a 6 mois pour évaluer les dangers du nucléaire, in *Le Soir*, 25 mars 1975, p. 2.

tions d'y construire à terme une centrale de grande puissance¹². La donne changera après le bouleversement territorial provoqué par le remaniement des communes belges quelques années plus tard. Cela provoquera l'arrivée au pouvoir des socialistes et du bourgmestre Claude Eerdeken. Durant plusieurs années, sous la pression des écologistes et des environnementalistes, très présents sur le terrain, le conseil communal semble retarder l'échéance. Finalement, en 1978, une consultation populaire (appelée « référendum », bien que dans les faits, elle n'ait pas de pouvoir décisionnel) est fixée à la date du 1er octobre. Il s'agit pour les habitants de la commune de voter pour ou contre l'implantation d'une centrale nucléaire à Andenne. La mise en place de cette consultation représente un événement pour la Belgique, où les référendums demeurent encore aujourd'hui explicitement interdits par la Constitution.

Pendant une année, les antinucléaires de tous bords mènent une campagne tenace en faveur du « non » à Andenne. Le front « anti » peut être divisé en deux groupes : d'une part, les écologistes, principalement représentés par les Amis de la Terre ; d'autre part, les pouvoirs communaux et Inter-Environnement, représentés par leur groupement local. Jusqu'alors, Claude Eerdeken et les échevins d'Andenne étaient vivement critiqués par les écologistes pour leur manque d'implication. Le bourgmestre Eerdeken parle encore aujourd'hui, concernant les Amis de la Terre, d'un groupe « un peu sectaire », hostile au nucléaire par principe. Il tient à mettre une barrière entre eux et les responsables communaux, se battant avant tout pour le bien-être d'Andenne et contre une localisation jugée inopportune pour un site nucléaire¹³. Jean Liénard explique ce rejet des écologistes par l'implication politique évidente des Amis de la Terre, perçue comme une menace par les politiciens¹⁴. La société Intercom, de son côté, constatant rapidement que la population s'est

12 LIBOIS R., *Andenne : il y aura un référendum*, in *La Feuille de Chou (biologique)*, n°3, Novembre 1977, p. 8.

13 Entretien avec Claude Eerdeken. Andenne, Hôtel de Ville, 1er juin 2012. A propos du site réservé par Intercom, Claude Eerdeken parle d'un lieu « abominablement mal choisi [...] Ces terrains destinés au nucléaire se trouvent à trois cent mètres, à vol d'oiseau, de la piscine communale et à six cent mètres de l'Hôtel de Ville ».

14 Entretien avec Jean Liénard. Namur, Centre ETOPIA, 18 avril 2012.

retournée contre elle, se prononce contre le référendum lui-même, jugeant que les citoyens ne pourront de toute manière avoir aucune influence sur la décision future.

Sans parler d'événement national, le référendum se trouve néanmoins rapidement sous le feu des projecteurs. La presse en parle abondamment, tandis que la R.T.B. y consacre plusieurs émissions¹⁵. Divers rassemblements, débats publics, conférences sont organisés. Au début du mois de septembre, les antinucléaires et les politiciens de la région font front commun pour la première fois, unis par le même objectif. Au final, le triomphe sera total, avec près de 84% de « non » à la centrale. Cette mobilisation court-circuite les projets des électriciens, qui tempéreront quelques années, envisageant d'autres possibilités, avant de définitivement renoncer à toute exploitation nucléaire à Andenne suite au drame de Tchernobyl en 1986.

Un mouvement politique et scientifique

En neuf ans, le nucléaire civil et le danger qu'il représente est devenu un sujet de préoccupation important pour la population belge. Or, nous nous trouvons dans un contexte où aucun grand incident causé par une centrale ne s'est encore produit (ou tout du moins, n'a été révélé¹⁶) ; l'incident de Three Mile Island aux Etats-Unis n'arrivera qu'en mars 1979. Le rejet du nucléaire se fait donc essentiellement sur des bases scientifiques et écologiques. Le mouvement antinucléaire se caractérise d'ailleurs par la forte présence de scientifiques à l'avant-plan, et ce dans tous les groupes qui s'attaquent au lobby nucléaire, avançant des arguments techniques sur les dangers de la radioactivité. La population, alertée par diverses remises en cause de la sûreté des centrales¹⁷, craint qu'on lui cache les informations

.....
15 Notamment le reportage en deux parties intitulé « Chroniques d'un référendum », dans l'émission « A Suivre », diffusé le 29 septembre et le 6 octobre 1978, soit avant et après le déroulement du référendum.

16 L'accident nucléaire de Kychtym, en U.R.S.S., qui s'est produit en 1957, demeurerait à l'époque encore un secret pour le grand public en U.R.S.S. comme en Occident.

17 Les Amis de la Terre alertent l'opinion publique et les médias dès qu'un dysfonctionnement apparaît dans l'in-

nécessaires à la bonne compréhension du système nucléaire. La « propagande » pro-nucléaire, parfois maladroite et peut-être trop décalée de la réalité (Intercom réfutant absolument toute possibilité de déclenchement du moindre incident dans une centrale, ce qui est très vite contredit par les faits), ne réussit paradoxalement qu'à accentuer ce phénomène de désamour du nucléaire.

Mais sans doute plus que dans l'efficacité directe de l'action des antinucléaires belges, les raisons de la modification de la perception de l'énergie nucléaire au cours des années septante doivent se rechercher principalement dans des « événements » annexes. Au-delà des réels succès des écologistes dans plusieurs pays d'Europe, le contexte de crise économique participe également au doute généralisé envers les institutions, favorisant la recherche de solutions alternatives, telle que la voie écologiste. Certains politiciens, constatant cet état de fait, se mêlent alors du « dossier nucléaire ». Le « référendum » d'Andenne symbolise cette réalité : la victoire antinucléaire a été rendue possible tant par l'implication décisive du conseil communal de la Ville, mais évidemment aussi par le travail des antinucléaires. Le parti Ecolo, fondé en 1980, doit une grande partie de sa base aux efforts du mouvement antinucléaire ; nombre de ses fondateurs sont issus des Amis de la Terre Belgique, qui, à la fin des années septante, aura véritablement fait émerger l'écologie politique de l'obscurité. L'énergie nucléaire est depuis devenue le sujet d'un débat permanent. Bien qu'il soit regrettable de constater que les arguments n'aient pas toujours beaucoup évolué (les événements récents concernant la fiabilité des centrales en activité en Belgique ont mis en avant des débats et questions étonnamment proches de ce qu'on pouvait lire et entendre au cours des années septante), ces luttes de la première heure auront permis à la population belge d'être particulièrement

dustrie nucléaire. En janvier 1978, ils révèlent qu'un accident s'est produit à Tihange, ayant pour conséquence la contamination de dizaines de travailleurs; Intercom condamnera les exagérations des Amis de la Terre, mais ne pourra nier avoir volontairement dissimulé cet incident. PONCIN J., *L'incident nucléaire de Tihange révèle les carences de contrôle*, in *Le Soir*, 27 janvier 1978, p. 1, 8.

sensibilisée aux problématiques énergétiques et environnementales décisives concernant l'industrie nucléaire.

Sources

La réalisation du mémoire qui a servi de base à ce texte doit énormément aux archives du Centre ETOPIA. Les collections de périodiques des mouvements écologistes (ou apparentés) des années septante, tels que *La Feuille de Chou* (Les Amis de la Terre), *Démocratie Nouvelle*, ou encore *Survie Universelle* (Survie Belgique) ont permis de réellement construire l'historique de chacun de ces groupes. Les fonds d'archives des différents mouvements disponibles à ETOPIA furent également sources d'informations diverses très utiles concernant l'histoire politique de l'écologie en Belgique.

Parmi les autres sources utilisées, citons également l'apport précieux des archives communales de la Ville d'Andenne concernant le référendum de 1978, ainsi que celui des archives audiovisuelles de la R.T.B., témoignages éclairants sur la perception médiatique de l'énergie nucléaire au cours des décennies. Enfin, je voudrais encore remercier messieurs Claude Eerdeken, Paul Lannoye et Jean Liénard d'avoir accepté de partager leurs souvenirs de cette époque mouvementée.



Affiche de *Démocratie Nouvelle* appelant à manifester le 13 septembre 1978 à Andenne contre la construction de la centrale nucléaire – © coll. Etopia.